

Nicaragua

Toucher l'espoir du doigt

Malgré la récente prise en otages de huit internationalistes allemands par les forces rebelles, malgré les 100 millions de dollars que le Congrès américain accordera aux contras anti-sandinistes, pour leur permettre, justement, de poursuivre ce genre d'actions, les visiteurs étrangers continueront probablement d'affluer au Nicaragua. Devenu depuis 1979 le pays le plus cosmopolite d'Amérique latine, le Nicaragua accueille chaque année des centaines d'«internationalistes», dont plusieurs Québécoises, venues prêter main-forte à la révolution.

Françoise David fut une de celles-là. En compagnie d'autres Québécoises, quatre femmes et deux hommes, elle se rendait l'automne dernier à Granada, petite ville de 50 000 habitants au sud-est de Managua, pour travailler à l'aménagement d'une garderie. Ce qui l'a le plus touchée? Les femmes et leur longue lutte pour l'émancipation.

par **Françoise David**

Je me réveille en sursaut au chant (ou plutôt au cri) du coq. Il est 4 heures. Dans une heure, Rosalia se lèvera et commencera sa journée. Elle a 72 ans et règne sur une maison où vivent 10 personnes, cinq adultes et cinq enfants. Je ne parle pas bien espagnol et je ne comprends pas ce que Rosalia marmonne à toute vitesse. Pourtant, à force de gestes et de sourires, nous finirons par nous apprivoiser.

* Cette grand-mère, on la trouve dans toutes les maisons. Les *abuelitas* jouent un rôle important dans l'organisation familiale et l'éducation des enfants. C'est particulièrement vrai là où les femmes travaillent à l'extérieur du foyer. Rosalia trime dur toute la journée. Sa générosité n'a pas de limites. Lorsqu'un combattant revient malade du front, elle tue son plus gros poulet pour lui préparer une soupe. À nous, les trois Québécoises qui logeons sous son toit, elle mijote des petits plats avec plein de légumes parce que les *gringas* aiment ça. Au fond, elle ressemble à nos grands-mères à nous, à la différence que chez nous, on ne leur permet plus d'exercer leur douce tyrannie.

Rosalia, sa fille Angelita et sa belle-fille Marta sont les premières Nicaraguayennes que j'ai rencontrées. À elles trois, elles représentent bien les contradictions des femmes du Nicaragua dans leur lutte pour l'émancipation. Angelita, par exemple, qui occupe un poste de travail important, ne participe à aucune tâche domestique. Toute l'organisation familiale repose sur sa mère et sa belle-soeur qui s'occupent de ses deux enfants et restent à la maison.

La participation d'un certain nombre de femmes aux projets de développement du

pays tient-elle donc au soutien d'autres femmes qui, elles, ne franchiront pas les portes du foyer conjugal? Je me suis posé cette première question deux jours après mon arrivée à Granada. Et beaucoup d'autres devaient la suivre...

Un bilan impressionnant

Un après-midi chaud et ensoleillé, nous rencontrons cinq militantes de l'Association des femmes Luisa Amanda Espinoza (AMLAE). Les trois heures passées ensemble nous déroutent, nous fascinent, nous choquent parfois. AMLAE, c'est le mouvement des femmes, puisque «toute femme qui participe à la révolution, à quelque niveau que ce soit, est membre d'AMLAE» (quoique son membership actif soit d'environ 85 000).

Que font les militantes d'AMLAE? Elles amènent les syndicats à inclure dans leurs conventions des clauses spécifiques aux femmes, congés de maternité, etc.; elles créent des garderies sur les lieux de travail; elles mettent sur pied des campagnes d'information sur la contraception; elles jouent un rôle-conseil auprès du Gouvernement afin que la constitution qui s'élabore actuellement intègre les droits et les revendications des femmes; elles font voter une loi obligeant un mari ayant quitté le foyer à verser une pension alimentaire aux enfants; elles font interdire la publicité sexiste à la télévision (de fait, il n'y en a pas); elles font reconnaître le principe «à travail égal, salaire égal» pour les femmes cultivatrices, pour la première fois rémunérées pour leur labour... et j'en passe.

Mais AMLAE ne s'occupe pas que des questions de femmes. Lors de son dernier

congrès (en septembre 1985), certaines de ses membres en faisaient d'ailleurs l'objet d'une critique: selon elles, AMLAE, par son implication dans les campagnes de vaccination, d'alphabétisation et dans les comités de défense sandinistes, aurait mis la «défense de la révolution» avant l'intérêt des femmes. Certes, la volonté de ne pas «reléguer les questions des femmes au deuxième plan», malgré la guerre et toutes les difficultés que traverse présentement le pays, se fait de plus en plus sentir au Nicaragua.

Est-ce à dire que de plus en plus de Nicaraguayennes sont aujourd'hui féministes? Le féminisme ou, du moins, l'idée qu'on s'en fait, est toujours mal vu dans la patrie de Sandino. Non pas que les femmes nient l'existence d'une suprématie mâle, mais justement à cause d'elle. Le machisme est si bien enraciné qu'il suffirait qu'AMLAE convoque une réunion non mixte pour que les femmes autant que les hommes la boycottent. Mais il y a plus. Il y a le «processus révolutionnaire» qui implique nécessairement une grande cohésion entre hommes et femmes, afin de réaliser les transformations sociales qui s'imposent.





Marie-Claude Larouche de la même brigade québécoise avec des enfants nicaraguayens

Au fond, ces femmes sont réalistes. Elles veulent rejoindre toutes les femmes et faire avec elles une démarche de prise de conscience de leurs droits et de leurs capacités à s'intégrer au projet de développement collectif du Nicaragua «libre». Alors, elles n'interpellent pas directement le pouvoir patriarcal, elles ne dénoncent pas les individus mais les situations. Je les verrai, cependant, affronter les regards moqueurs et les sourires en coin des hommes dans une réunion de quartier où se discute la préparation d'une campagne d'information sur les maladies vénériennes. Mais elles la feront, leur campagne!

Avec nos gros sabots...

Je les écoute parler et je me sens parfois mal à l'aise. Nous, étrangères venues d'un pays hautement industrialisé, sommes bien exigeantes à l'endroit de ces femmes. Elles ont lutté contre une dictature sanglante, celle de Somoza; elles luttent aujourd'hui contre les multiples manifestations du machisme tout en assumant le fardeau d'une guerre fomentée par les États-Unis. Et nous voilà à leur demander des comptes, alors qu'il n'y a pas si longtemps nous ignorions nous-mêmes les questions des femmes battues, de l'avortement et de la pornographie. Je ne suis pas certaine que nous ayons tant de leçons à leur donner.

Ceci dit, j'ai toujours à l'esprit la question de «l'autonomie», le grand acquis du mouvement des femmes au Québec. AMLAE peut-elle sauvegarder son indépendance vis-à-vis de l'avant-garde qu'incarne le Front sandiniste? Petit en nombre (environ 1% de la population) mais bien organisé, ce parti, composé de militants syndicaux, de comités de quartiers, de coopératives et, bien sûr,

des membres du Gouvernement, demeure le maître à penser de la révolution. Le dévouement et l'intelligence de ses membres impressionnent. Mais on y rencontre aussi des jeunes «cadres» formés en Europe de l'Est, aux conceptions politiques rigides et quelque peu simplistes. Quoique le FSLN tienne à son originalité – basée essentiellement sur un ingénieux compromis entre le marxisme et le christianisme, le collectivisme et l'individualisme – et qu'il ait souvent fait preuve de flexibilité, le dogmatisme est un danger plus ou moins constant dans un pays comme le Nicaragua.

Mais nul danger n'est plus évident que le machisme lui-même, toujours présent après six années de révolution. Y a-t-il eu progrès? Les Nicaraguayennes disent que oui, surtout

chez les jeunes. Elles misent beaucoup sur la génération montante puisque, disent-elles avec un sourire, les hommes plus âgés sont irrécupérables...

Et nous, qu'avons-nous observé dans les familles qui nous ont accueillies? Que les femmes disent vrai. La plupart des hommes ne font aucune tâche ménagère; ils jouent avec les enfants, sont affectueux avec eux, mais pour ce qui est de les éduquer, zéro: c'est la mère qui s'en occupe. Les deux Québécois du groupe, qui faisaient la vaisselle, ont étonné...

Les hommes se permettent d'avoir des rapports sexuels extra-conjugaux plus ou moins en cachette puisqu'un vrai «macho» a plus d'une femme. Mais ils n'admettront jamais qu'une femme, à plus forte raison leur


Outils demandés

Pour la troisième année consécutive, la campagne pan-canadienne *Outil de paix* prend son envol. Il s'agit de recueillir pendant les mois de septembre, octobre et novembre du matériel et de l'argent pour le Nicaragua, le tout devant partir de Vancouver par bateau en janvier 87.

On cherche du matériel précis: des haches, pelles, bottes, limes, pics (pour l'agriculture); des cahiers et crayons (pour l'éducation); des scies, marteaux et clous (pour la construction); des vitamines, brosses et dentifrice (pour les soins sanitaires); des couvertures (pour les personnes déplacées); des serviettes hygiéniques et des biberons (pour les femmes et les en-

fants). Les 100 millions de dollars récemment accordés aux *contras* par le Congrès américain rendent ces dons plus importants que jamais. Pour plus d'informations: Suzanne Guay ou Josée Moreau, local de SUCO, 3738, Saint-Dominique, Montréal, (514) 288-3412.



 Office des services de garde à l'enfance

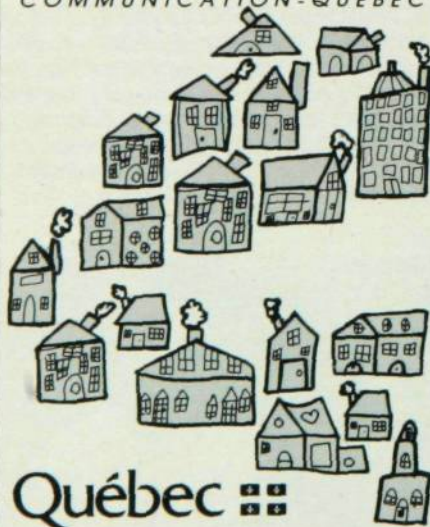
où faire garder nos enfants ?


1986-1987

Voici un guide-répertoire contenant la liste complète des garderies et agences de services de garde en milieu familial reconnues par l'Office des services de garde à l'enfance. Les services de garde y sont énumérés par région administrative, ville et code postal.

Pour obtenir gratuitement ce guide-répertoire, communiquez avec

L'OFFICE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE
201, Place Charles-Lemoyne, 3^e étage
Longueuil, Québec, J4K 2T5
(514) 670-0920 ou 1-800-361-7060
ou votre bureau régional de COMMUNICATION-QUÉBEC



Québec 



femme, en fasse autant. C'est leur orgueil qui en souffrirait, l'homme nica étant possessif et fier. Une femme ne doit pas refuser de danser ou de baiser avec lui: s'il a bu, il peut devenir violent.

Les femmes nicas sont souvent belles, sensuelles, attirantes. Elles sont flattées par les compliments des hommes, mais on a l'impression qu'elles les voient comme de grands

enfants qu'il ne faut pas trop contrarier. D'autre part, les femmes sont jalouses et rivales entre elles. Leur solidarité militante s'arrête là où les conquêtes commencent. Il faut dire que le tissu social, par le biais de réseaux familiaux, de voisinage et de travail, est extrêmement serré et «contrôlant». Tout se sait et tout se dit! Comme si Granada était un gros village de 50 000 habitants...

Les travailleuses sociales disent qu'il y a beaucoup de femmes et d'enfants violenté-e-s. L'alcoolisme amplifie le problème. Signe encourageant: de plus en plus de femmes refusent cet état de violence chronique et quittent leur mari. La jeune Lous-Marina, 17 ans, me dira: «Moi, je ne veux pas d'un mari paresseux et alcoolique. Pour le moment, je veux étudier, puis gagner ma vie. Après, je me marierai et je n'aurai pas plus de deux enfants.»

Encore là, si nous jugeons de l'évolution des mentalités nicas avec nos yeux d'étrangères, nous demeurons sceptiques. Pour nous, les progrès sont minces, les acquis fra-

L'avortement fait surface

«E t que faites-vous par rapport à l'avortement?» À cette question, posée par LVR à l'automne 83, Magda Henriquez, une dirigeante d'AMLAE, de passage à Montréal, avait fermement répondu: «Nous avons trop de problèmes en ce moment pour risquer d'engager de grandes controverses.» Et non, l'avortement n'était pas un problème social d'envergure.

Trois ans plus tard, les problèmes n'ont fait qu'augmenter au Nicaragua, mais le débat sur l'avortement a quand même fait surface, quand une étude menée par l'hôpital Bertha Calderon de Managua a divulgué l'automne dernier ce que tout le monde faisait semblant d'ignorer: l'avortement, avec ses quelque 5 000 cas par année (sur une population de deux millions et demi), est une des principales causes de décès et de stérilité chez les femmes nicaraguayennes.

La raison en est simple: l'avortement est toujours considéré comme un délit criminel au Nicaragua, la loi étant restée la même depuis le renversement de Somoza. L'avortement thérapeutique est permis, mais extrêmement limité: on exige l'accord de trois médecins et on ne tient compte que des sérieux problèmes de santé (physique). Pire: une femme ne peut demander elle-même l'interruption de grossesse, mais doit passer par l'intermédiaire de son mari... Sauf qu'au Nicaragua, les femmes se retrouvent très souvent sans mari! Quelques cliniques privées pratiquent cependant l'avortement sans trop poser de questions, mais à un prix exorbitant (environ 200 \$). Conclusion: les femmes se rabat-

tent sur les charlatans et en subissent les conséquences.

Devant la gravité de la situation, *Barricada*, le journal officiel du Front sandiniste, a décidé de publier les résultats de cette étude et, quelque temps plus tard, a organisé des tables rondes sur la question. C'est ainsi que le débat sur l'avortement a été lancé très officiellement au lieu d'être amorcé par les femmes elles-mêmes, comme cela se passe généralement ailleurs.

Comment expliquer ce renversement des choses? «Jusqu'à maintenant, explique Anne-Marie Baron, une Suissesse travaillant depuis un an à la Oficina legal de la mujer, à Managua, la position officielle d'AMLAE sur l'avortement était... de ne pas en avoir.» Araceli Torejos, responsable du Programme de protection familiale à l'INSSBI, est plus sévère encore: «AMLAE a manqué de principes fondamentaux solides en ce qui concerne les questions des femmes.» Et elle ajoute: «Nous sommes tout juste en train de découvrir que le féminisme est nécessaire.»

Ceci dit, il faut replacer la question de l'avortement dans le contexte nicaraguayen. L'importance de la religion et de la famille est, bien sûr, un facteur qui a empêché la reconnaissance de l'avortement. «Mais nous n'avons pas non plus de précédent qui vaille dans le domaine du planning des naissances», poursuit Mme Torejos. Comme d'autres pays du Tiers monde, le Nicaragua dépend plus ou moins du fameux «dumping pharmaceutique» exercé par les États-Unis, comprenant souvent des campagnes de stérilisation. Araceli Torejos se souvient que lors d'une telle campagne, à la fin des années

giles. Angelita me disait un soir: «Ne tombe jamais amoureuse d'un Nicaraguayen, ça ne marcherait pas. Vous êtes bien trop émancipées!» En même temps, elle rassurait une compagne du groupe qui se demandait si nos nombreuses questions n'étaient pas trop insistantes: «Vos interrogations sont importantes; elles nous font réfléchir.»

Un rêve essentiel

Angelita est directrice de l'Institut de sécurité sociale et de bien-être (INSSBI), à Granada. Elle est constamment prise par d'énormes responsabilités. Il est d'ailleurs à noter que de nombreuses femmes occupent des fonctions importantes dans l'organisation et la distribution des services de santé et des services sociaux. Le ministre de la Santé est une femme.

Angelita s'entend bien avec son mari, Francisco. «Nous avons une bonne communication», dit-elle. Enceinte d'un troisième enfant (elle devait accoucher une semaine après notre retour au Québec), cette femme travaille environ 50 heures par semaine. Toujours souriante, calme, détendue, elle a une vision très claire des contradictions en-

tre hommes et femmes et en discute franchement. «Nos meilleurs camarades cessent d'être des révolutionnaires lorsqu'ils mettent le pied dans la maison.» Mais elle croit aussi que cela changera. Soixante-dix pour cent des femmes travaillent. Elles sont de plus en plus impliquées dans les syndicats, les comités de défense sandinistes, les coopératives agricoles. Elles ont une voix: AMLAE. Et partout, le droit de parole.

Mais lorsque les hommes reviendront du front et reprendront leurs emplois actuellement occupés par des femmes (pour reprendre une question chère à Simone de Beauvoir), les femmes ne se verront-elles pas renvoyées dans leur cuisine? «Non, répond Angelita. Si nous pouvons enfin consacrer nos ressources matérielles au développement du pays, il y aura des emplois pour tout le monde.»

Naïveté? Idéalisme révolutionnaire?... Je me surprends à espérer qu'Angelita ait raison. Dans la grisaille d'une belle province où l'individualisme et l'indifférence ont remplacé la révolte et la générosité, le rêve d'une société plus égalitaire m'apparaît essentiel. Sans ce rêve, on meurt à petit feu. ✕

Pour l'instant, l'accent est mis sur l'éducation sexuelle (dans les écoles surtout), non seulement pour prévenir les cas d'avortement, mais aussi pour sensibiliser à la question. Si l'éducation sexuelle ne peut que partiellement régler le problème de l'avortement, il faut voir dans l'insistance qu'on met à la développer la volonté de trouver une solution «vraiment révolutionnaire». Beaucoup de femmes ont peur de voir l'avortement devenir, comme c'est selon elles le cas à Cuba et en URSS, la méthode de contraception. «Je ne crois pas en une liberté sans responsabilités», dira Mme Torejos, qui croit par ailleurs qu'AMLAE «devra déposer un projet de loi sur l'avortement».

Un premier pas a été fait. En mai dernier, dans un quotidien nicaraguayen, AMLAE prenait position en réclamant la fin de «cette hypocrisie qui, d'une part, veut que les femmes aient toutes les responsabilités des enfants et, d'autre part, ne leur permet pas de décider si elles en veulent ou pas». Faut-il y voir l'indice que non seulement les femmes sont de plus en plus décidées à se faire entendre sur les questions qui les concernent, mais aussi qu'AMLAE a maintenant pris la relève en ce qui concerne la reconnaissance de l'avortement? On peut l'espérer.

Autre signe des temps: Doris Tijerino, cheffe de police de Managua, déclarait en décembre dernier: «Je suis pour l'avortement, non seulement en tant que femme mais aussi en tant que policière.» Il n'y aura donc pas de poursuites pour pratique d'avortements clandestins. C'est le genre de choses qui font dire à Luz Beatrice, directrice du Centre œcuménique Antonio Valdivieso, quand elle réfléchit tout haut sur la situation de son pays, qu'elle «a touché l'espoir du doigt»... ✕

FRANCINE PELLETIER

L'huile d'Onagre dans le traitement du syndrome prémenstruel

Autrefois appelés les «mauvais jours», la plupart des femmes savent de quoi il s'agit: près de 40 % d'entre nous connaissent des symptômes prémenstruels. Ils surviennent de deux à quinze jours avant les règles et sont autant d'ordre physique que psychique.

Des recherches ont démontré que l'huile d'onagre est efficace dans le traitement du syndrome prémenstruel: elle combat l'anxiété, l'irritabilité, les changements d'humeur, les maux de tête et la rétention d'eau.

Différentes recherches ont aussi démontré que l'huile d'onagre est bénéfique pour la sclérose en plaques, les maladies cardio-vasculaires et l'arthrite rhumatoïde.

Vous pouvez trouver l'extrait d'huile d'onagre dans un produit commercialisé sous le nom d'EFAMOL.

Pour en savoir plus sur l'huile d'onagre, consultez les deux livres écrits par Judith Graham, à partir de son cas personnel:



La Primevère du Soir
L'huile d'Onagre

en vente à 13,95 \$ chacun
(pour juin et juillet seulement)

GOURMET NATURE

Supermarché d'aliments naturels
Ginette Désilets
2061, St-Denis
Montréal, Qc
H2X 3K8
(514) 842-8619

60, le slogan était: «Mieux vaut tuer un guérillero dans l'oeuf que dans la montagne.»

Le gouvernement sandiniste se retrouve donc aujourd'hui devant cet épineux problème: comment élaborer une politique des naissances qui soit à la fois au service de la nation et de l'individu-e? «C'est inusité, explique la haute fonctionnaire de l'INSSBI. Dans les pays occidentaux, l'État ne défend pas les valeurs individuelles, ce sont les individu-e-s qui le font. Et ce sont toujours des individus qui ont réclamé le droit à l'avortement, l'État se contentant, au mieux, de le tolérer.»

On observe le contraire au Nicaragua: le Gouvernement pose le problème et le peuple... tolère. Il est intéressant de voir que le débat y est exempt des charges morales et intempestives qui caractérisent les arguments en faveur du «droit à la vie». Dans un pays pauvre, de surcroît saigné par la guerre, dit Anne-Marie Baron, «la vie n'a pas du tout la même importance». Ceci dit, la plupart des femmes interrogées sont d'accord: il est encore trop tôt pour mener le débat sur l'avortement. «La majorité n'est pas prête», disent-elles. Et c'est pourquoi, depuis février dernier, on n'entend plus parler d'avortement dans les journaux. Il s'agirait, juge Anne-Marie Baron, d'une «contre-décision politique» de la part du Front.

